



DECLARATION LIMINAIRE

Comité Technique de Réseau Air (CTR AIR)

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Nous voici réunis pour répondre à la deuxième programmation du comité technique de l'armée de l'Air suite aux refus unanimes des organisations syndicales de répondre à la précédente convocation.

Ce refus pour ce qui concerne Force Ouvrière s'inscrivait alors dans la volonté de montrer notre opposition à ce que devient le dialogue social ; une suite de réunion durant lesquelles même si la parole est libérée et les avis se confrontent rien ne ressort de ces discussions fleuves. Nous ne discutons visiblement pas avec le bon niveau de décision. C'est un constat et même un regret mais les accords de Bercy ont créés des comités et mis face à nous une multitude d'interlocuteurs qui n'ont plus aucun pouvoir de décision. Même le Ministre ne peut prendre une décision pour son ministère et ces personnels civils sans obtenir le blanc-seing du 1^{er} Ministre ou de la fonction publique. C'est un constat affligeant mais qui renforce la position de refus que nous avons eu face à des accords alors présentés comme le renouveau du dialogue social.

Devant un tel constat faut-il pour autant désertier ces comités techniques ?

Les élus Force Ouvrière, ne le croient pas !

Les personnels qui nous ont mandatés par leur vote, attendent de nous que nous portions au plus haut niveau de l'Armée de l'Air leurs revendications.

Ces revendications sont parfaitement légitimes et méritent que nous leur fassions écho.

Les personnels civils de l'Armée de l'Air n'en peuvent plus de ces politiques successives d'austérité, déguisées sous le terme de « Révision Générale des Politiques Publiques » puis sous celui de « Modernisation de l'Action Publique ». En quoi l'austérité serait-elle moderne ?

- Les conditions de travail que les personnels civils vivent au quotidien se dégradent devant le manque de personnels et de moyen.
- Les restructurations annoncées au fil de l'eau et sans prise en compte sociale des conséquences, entraînent un climat anxiogène qui est devenu le lot quotidien des agents
- Le gel des salaires de toutes les catégories de personnels met le pouvoir d'achat en berne depuis de nombreuses années alors que tout augmente autour de nous.
- Les avancements deviennent le seul moyen d'espérer une amélioration de son quotidien alors que tout est mis en œuvre pour en réduire le nombre de bénéficiaires au nom de la sacro-sainte masse salariale.
- La mise en cause des statuts, des ouvriers d'Etat aujourd'hui mais les nombreuses allusions faites de ci de là montrent que tous sont en ligne de mire, dégoûte chacun d'entre nous de cette institution qui ne reconnaît plus aucune valeur au travail que nous faisons au profit des Forces Armées et tente de nous faire passer pour des nantis ou des fainéants.
- La diminution drastique des mesures catégorielles au profit des agents supprime tout espoir de voir l'avenir s'éclaircir par ce biais alors que les agents attendent de nouveaux plans de requalification notamment.

Vous l'aurez compris au travers de ces quelques exemples, pour Force Ouvrière il n'y a rien de très moderne là-dedans. Nous trouvons même que c'est plutôt rétrograde. Ce qui est moderne c'est le progrès social. Ce qui est moderne c'est la considération des salariés. Ce qui est moderne c'est l'amélioration des conditions de travail. Ce qui est moderne c'est l'augmentation du pouvoir d'achat. Ce qui est moderne c'est la création des emplois statutaires que la réalisation de nos missions impose. Ce qui est moderne c'est de renforcer le rôle et la place des personnels civils de la Défense.

Il aura fallu deux vagues d'attentats et plus d'une centaine de morts sur le sol français pour qu'enfin certains se rendent compte de l'état de déliquescence dans lequel se trouve la mission de Défense.

Nous les avons pourtant alertés à de nombreuses reprises. Les organisations syndicales, Force Ouvrière en tête, ont continuellement dénoncé cette catastrophe annoncée, l'abandon des missions régaliennes de l'Etat, l'abandon de pans entiers de principes républicains. Mais d'autres, jouissant d'une oreille plus attentive, expliquaient sur l'autel du nouveau management, de la modernité, de la rationalisation des moyens, qu'il était tout à fait possible de faire plus et mieux avec moins. Que les externalisations permettraient d'optimiser la réalisation des missions.

Où sont-ils aujourd'hui ? Ne sont-ce pas les mêmes qui appellent à l'union nationale face au terrorisme ? Ne sont-ce pas les mêmes qui découvrent aujourd'hui que nécessairement la sécurité des citoyens à un coût ? Ne sont-ce pas les mêmes qui découvrent que le pacte d'austérité ne doit pas l'emporter sur le pacte de sécurité ?

Permettez-nous de douter de leur sincérité ! Les élections régionales approchent et l'émotion est telle à la suite de ces actes odieux que leur posture ne peut être autre. Mais nous ne doutons pas, que très vite, leur modernité s'opposera à nouveau à la nôtre.

Nous serons là ! Prêt à combattre, à défendre les personnels civils de la Défense et à porter leur revendication comme nous l'avons toujours fait !

Ces comités techniques sont au moins un lieu, parmi d'autres, qui nous permet de le rappeler et de mettre chacun face à ses responsabilités notamment en matière de recrutement.

Le SIAé va bénéficier de 160 recrutements d'Ouvriers de l'Etat en 2016. Victoire douce-amère. Une année de coups mouchetés entre le ministre de la Défense, la ministre de la Fonction Publique, le Premier Ministre. Une année pour notre syndicat à rencontrer députés et sénateurs, pour alerter, expliquer, revendiquer, pour obtenir des recrutements à hauteur des besoins de notre pays pour assurer sa propre Défense pour aujourd'hui et pour demain. Aujourd'hui le SIAé a annoncé des recrutements en Ouvriers de l'Etat, pour Bordeaux et pour Clermont. Mais qu'en est-il des autres établissements du SIAé ? Qu'en est-il des autres établissements de l'Armée de l'Air, notamment le DA204 et l'ARAA623, la BA273 ?

Et nous savons tous ici que nos besoins ne s'arrêtent pas là. Face aux industriels qui font du lobbying pour nous imposer leurs concepts en MCO, nous avons besoin d'ingénieurs et de techniciens pour infléchir la tendance qui pousse à la consommation de rechanges au détriment d'une maintenance plus économe et responsable.

Que ce soit dans les AIA, à la SIMMAD et sur les bases, il nous faut être moins dépendants des industriels privés, être davantage en capacité de critiquer les solutions qu'ils nous imposent et regagner une partie de notre autonomie. La navigabilité ne doit pas devenir les chaînes qui entravent notre réactivité et notre pertinence.

Force Ouvrière l'a évoqué à plusieurs reprises : il faut davantage civilianiser la SIMMAD. Un meilleur équilibre civils/militaires permettrait de consolider davantage les équipes, d'approfondir le retour d'expérience, asseoir notre expertise, tout en instaurant une dynamique plus pertinente.

160 recrutements d'Ouvriers de l'Etat en 2016 ! Une victoire et des défis, celui de pouvoir attirer des opérateurs de valeur et d'être en capacité de les fidéliser, également celui de pouvoir rajeunir la pyramide des âges. Ces défis sont loin d'être mineurs. Nos métiers ont évolué, ils sont moins manuels et plus administratifs, ils sont devenus plus complexes, voire plus exigeants. Plus que jamais le besoin se fait ressentir de réactiver nos écoles de formation technique, de recréer des cursus afin de consolider la formation initiale des plus jeunes, compléter celle de ceux qui ont acquis ailleurs de l'expérience. Certes on ne reviendra pas en arrière, Latresne et Villebon-Sur-Yvette, c'est malheureusement le passé, alors que les industriels privés rouvrent des écoles. Donc, n'est-il pas possible de développer en interne Armée de l'Air des formations par le biais des écoles de l'Air ? Et afin de se donner plus de chance de sélectionner des jeunes très motivés, pourquoi ne pas envisager de relancer les concours pour des apprentis Ouvriers de l'Etat ?

Force Ouvrière vous remercie de votre écoute. Compte-tenu du temps programmé pour ce CTR AIR et du contenu de l'ordre du jour, nous ne doutons pas que vous aurez le temps de répondre aux différents points soulevés dans cette déclaration liminaire.

Paris, le 1^{er} décembre 2015